INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 19 avril 2022**

* Au sortir d’un long week-end de Pâques, les Bourses européennes ont clôturé dans le rouge ce mardi, dans un contexte de nette hausse des taux longs et de poursuite de la guerre en Ukraine. Au son de la cloche, le CAC 40 a perdu 0,83% à 6 534,79 points et l’EuroStoxx 50 a abandonné 0,42% à 3 832,57 points. A Wall Street, l’heure est, en revanche, au rebond : le Dow Jones et le Nasdaq Composite gagnent respectivement 1,16% et 1,94%, en fin d’après-midi.
* Les investisseurs ont fait preuve de prudence sur les places du Vieux Continent dans un contexte marqué par de nombreuses incertitudes, qu'il s'agisse de l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale, des conséquences de la politique " zéro Covid " de la Chine, ou encore de la normalisation accélérée de la politique monétaire de la Fed.
* Sur le front des statistiques, les permis de construire et les mises en chantier ont dépassé les attentes aux Etats-Unis. En mars, 1,873 million de permis de construire ont été comptabilisés (consensus : 1,825 million) et les mises en chantier ont atteint 1,793 million (consensus de 1,745 million).
* L'or cède 0,8% à 1 970,8 dollars après avoir atteint hier un plus haut depuis le 10 mars à 2 000,4 dollars l'once. Le métal jaune est aujourd'hui légèrement pénalisé par la hausse des rendements des Bons du Trésor américain qui augmentent le coût d'opportunité du métal précieux, ce dernier ne rapportant rien. L'or est également finalement peu affecté par la progression du dollar qui rend moins avantageux son achat pour les investisseurs munis de devises étrangères. Le métal jaune est soutenu depuis plusieurs semaines par son statut de valeur refuge contre l'inflation et la géopolitique.
* Le dollar poursuit sa remontée face au yen, atteignant 128,33 yens contre 126,99 yens lundi, soit au plus haut depuis 20 ans. La devise japonaise est pénalisée par la divergence des politiques monétaires. La Banque du Japon reste en effet très accommodante contrairement à la Fed. Par ailleurs, la monnaie nippone souffre de la dépendance du Japon aux importations d'énergie.
* Le FMI anticipe une croissance mondiale de 3,6 % en 2022 et 2023, soit respectivement 0,8 et 0,2 point de pourcentage de moins que ce qui était envisagé en janvier. Ses estimations avaient alors déjà été réduites de 0,5 point pour 2022. Les dégâts économiques entraînés par la guerre en Ukraine contribueront à un net ralentissement de la croissance mondiale en 2022 et alimenteront l’inflation, a expliqué l'institution internationale. Les sanctions visant la Russie pèseront aussi sur l'activité.

Elle précise que ces prévisions supposent que le conflit ne s'étendra pas au-delà de l'Ukraine, que les futures sanctions prononcées à l'encontre de la Russie épargneront le secteur énergétique et que les effets sanitaires et économiques de la pandémie s'estomperont au cours de l'année 2022.

La croissance de la zone euro a été abaissée de 3,9% à 2,8% pour cette année et de 2,5% à 2,3% pour la suivante. La Russie devrait connaître une contraction de 8,5% de son économie et l'Ukraine de 35%.

La hausse du PIB aux Etats-Unis est prévue à 3,7% en 2022 et 2,3% en 2023, soit 0,3 point de moins qu'estimée en janvier.

La Chine devrait, elle, croître de 4,4% cette année, soit 0,4 point de moins que la précédente prévision en raison du Covid.

D'après les projections, l'inflation devrait atteindre 5,7 % dans les pays avancés et 8,7 % dans les pays émergents et les pays en développement en 2022, soit 1,8 et 2,8 points de pourcentage au-dessus des niveaux projetés en janvier, respectivement.

* Le nombre de particuliers ayant réalisé au moins un achat ou une vente sur des actions a augmenté par rapport au dernier trimestre 2021 pour atteindre 793 000 au premier trimestre 2022, en hausse de 6,7%, selon l'Autorité des marchés financiers. Ce niveau est proche de la moyenne élevée observée au cours des deux années précédentes. Ce trimestre a été marqué par un nombre important de particuliers acheteurs d’actions, 606 000, dans un contexte de baisse des marchés d’actions.

Le nombre de nouveaux investisseurs est reparti à la hausse, à 91.000, à un niveau supérieur à ceux des six trimestres précédents. En revanche, le nombre de transactions effectuées par des particuliers sur des actions a diminué, tout en restant à un niveau élevé (10,69 millions).

Autre fait notable : le nombre de particuliers ayant réalisé des transactions sur des ETF a atteint son plus haut niveau ce trimestre depuis le 1er janvier 2018, à 165 000. Il a bondi de plus de 51% sur le trimestre.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, TotalEnergies (+1,40%) a bénéficié de la publication d'indicateurs d'activité de bon augure avant la publication des résultats du premier trimestre, et Stellantis (+2,41%) n'a pas été pénalisé par l'annonce (attendue) de la suspension de sa production en Russie.
* Hors CAC, Virbac (+9,93%) a bondi après la publication d'un chiffre d'affaires trimestriel supérieur aux attentes et la révision à la hausse de sa prévision de ventes pour l'exercice en cours.
* En revanche, Scor (-5,20%) a chuté après avoir averti que ses comptes du premier trimestre souffriraient des conséquences de la guerre en Ukraine.
* Le titre Scor (-5,20% à 26,45 euros) a fini à l'avant dernière place de l'indice SBF 120 après avoir averti vendredi que ses comptes du premier trimestre souffrirait des conséquences de la guerre en Ukraine. Le réassureur prévoit ainsi d'enregistrer une charge à deux chiffres (" high double digit ") en millions pour les sinistres potentiels liés au conflit pour les traités de réassurance et pour l'assurance de spécialités. " Le conflit se poursuivant, cette estimation évoluera ", a prévenu Scor.

La filiale Scor PO que le réassureur détient en Russie est directement impactée et a cessé de souscrire de nouvelles affaires. Plus généralement, ce conflit a des conséquences sur des lignes d'affaires telles que les Risques Politiques, le Crédit Caution et l'Aviation.

Le coût estimé de ce conflit s'est conjugué au premier trimestre 2022 à une série de catastrophes naturelles (notamment des inondations en Australie, des tempêtes en Europe et une sécheresse au Brésil) ainsi qu'à la poursuite de la pandémie aux États-Unis. Ces développements auront un impact défavorable sur le ratio combiné de Scor P&C (réassurance dommages) ainsi que sur la marge technique de Scor L&H (Vie et santé), et devraient se traduire par une perte trimestrielle.

Le réassureur rappelle être très bien capitalisé, avec un ratio de solvabilité qui se situerait au 31 mars 2022 à un niveau significativement supérieur au ratio de 226% publié à la fin du quatrième trimestre 2021.

* En hausse de 1,4% à 47,345 euros, TotalEnergies a signé l'une des plus fortes progressions du CAC 40 après la publication d'indicateurs d'activité de bon augure avant l'annonce de ses résultats trimestriels à la fin du mois. La compagnie "multi-énergies" a établi le prix moyen du baril de Brent sur la période à 102,2 dollars. Le prix moyen de vente de liquides est ressorti à 90,1 dollars et le prix moyen de vente de gaz à 12,27 dollars par Mbtu. Le prix moyen de vente de Gaz naturel liquéfié (GNL) a atteint 13,6 dollars par Mbtu.

Enfin, la marge de raffinage en Europe est ressortie à 46,3 dollars par tonne, en nette hausse grâce à la forte amélioration des marges sur les distillats. Elle reste impactée par les coûts de l'énergie.

* C’est désormais au tour de Stellantis (+2,41% à 13,35 euros) de suspendre sa production en Russie. Le groupe issu de la fusion entre PSA et FCA justifie sa décision par le « renforcement jour après jour des sanctions croisées » et les « difficultés logistiques rencontrées quotidiennement ». Concrètement, les 2 700 salariés du site de Kaluga (situé à environ 200 kilomètres de Moscou) ont été placés en chômage technique ou en congés jusqu’à début juin. Rappelons que Stellantis y assemble des utilitaires en partenariat avec Mitsubishi.

La décision du jour est loin d'être une surprise. Carlos Tavares, le directeur général de Stellantis, l'avait évoquée fin mars.

Signalons également que Stellantis avait déjà annoncé, le mois dernier, la suspension de toutes ses exportations et importations de voitures de Russie, alors que le pays était visé par des sanctions occidentales en raison de l'invasion de l'Ukraine.

Pour l'heure, il est encore trop tôt pour connaître l'impact financier de cette suspension d'opération en Russie. On pourrait peut-être en savoir plus le 5 mai prochain, date à laquelle Stellantis publiera ses volumes de ventes et son chiffre d'affaires du premier trimestre 2022.

* Johnson & Johnson a dévoilé des résultats trimestriels contrastés et abaissé ses prévisions annuelles en raison des perspectives incertaines pour ses ventes de vaccins contre le Covid. Au premier trimestre 2022, le laboratoire pharmaceutique a réalisé un bénéfice net en baisse de 17% à 5,15 milliards de dollars. Hors éléments exceptionnels, le BPA est ressorti à 2,67 dollars, au-dessus du consensus qui le donnait à 2,58 dollars. Mais, le chiffre d'affaires a progressé de seulement 0,5% à 23,43 milliards contre un consensus de 23,62 milliards.

Les ventes de la branche Pharmacie ont progressé de 6,3% à 12,87 milliards alors que Wall Street visait 13,53 milliards. Les ventes de vaccins ont bondi, passant de 100 à 457 millions de dollars. Aux Etats-Unis cependant, elles reculent à 75 millions contre 100 millions un an plus tôt.

Pour 2022, le géant américain a réduit sa prévision de BPA, hors éléments exceptionnels. Il table désormais sur un chiffre compris entre 10,15 et 10,35 dollars contre entre 10,4 et 10,6 dollars auparavant. Le chiffre d'affaires est attendu entre 94,8 et 95,8 milliards contre entre 95,9 et 96,9 milliards auparavant.

Face à une offre excédentaire dans le monde et des incertitudes quant à la demande, Johnson & Johnson a abandonné son objectif de ventes de vaccins. La société escomptait jusque alors un chiffre compris entre 3 à 3,5 milliards de dollars.

* Virbac a bondi de 9,93% à 382 euros, soutenu par un chiffre d'affaires trimestriel supérieur aux attentes et la révision à la hausse de sa prévision de ventes pour l'exercice en cours. Le laboratoire vétérinaire a favorablement surpris en Europe. La semaine dernière en effet, son challenger Vétoquinol avait dévoilé une activité décevante sur le Vieux Continent (-2,7%) en raison de l'inflation qui rogne le pouvoir d'achat des ménages. Résultat, les ventes de Vétoquinol avaient progressé de seulement 2,2% à taux de change constants, soit à rythme bien inférieur à celui de Virbac.

Le groupe familial a réalisé un chiffre d'affaires de 318 millions d'euros lors du premier trimestre 2022, en progression de 19,3%. À parités constantes, la croissance ressort à 16,2% portée par une très bonne performance dans le segment des animaux de compagnie. Cette croissance bénéficie, pour partie, d'un effet de base favorable représentant deux points de croissance du chiffre d'affaires, expliqué par les nouveaux produits acquis à partir du deuxième trimestre 2021.

Cette croissance est principalement tirée par la performance des zones Asie-Pacifique, Europe et Amérique latine. En Europe notamment, le chiffre d'affaires progresse de 10,4% à taux constants grâce au fort dynamisme des gammes pour les animaux de compagnie (notamment le petfood, les spécialités, et les vaccins), qui compensent le retrait sur les gammes destinées aux animaux de production.

**ANALYSES**

* Nettement moins de croissance et un surcroît d'inflation plus durable. C'est la conjoncture internationale qui se profile dans les prochains mois selon le Fonds monétaire international (FMI). Pour sa première présentation des prévisions économiques, le tout nouveau chef économiste de l'institution, Pierre-Olivier Gourinchas prévient : « L'incertitude autour de ces projections est considérable. »

Plus que d'habitude. « La croissance pourrait encore ralentir tandis que l'inflation pourrait dépasser nos prévisions si, par exemple, les sanctions s'étendaient aux exportations énergétiques russes. La propagation continue du virus du Covid-19 pourrait donner lieu à des variants plus mortels […], provoquant de nouveaux blocages et des interruptions de production. »

Pour l'heure, l'institution multilatérale a ramené à 3,6 % la hausse du produit intérieur brut (PIB) mondial cette année. C'est huit dixièmes de point de moins par rapport au pronostic avancé en début d’année, avant le déclenchement du conflit entre l'Ukraine et la Russie. Ces deux pays vont subir une profonde récession. L'Ukraine dévastée par la guerre verra son PIB s'effondrer de 35 % au moins. La Russie (-8,5 %) et la Biélorussie (-6,4 %) sont touchées via les sanctions.

Voisins de la zone du conflit et dépendants des matières premières énergétiques russes, les pays européens devraient juste parvenir à maintenir une légère croissance, due à l'acquis de début d'année. Mais la hausse du PIB de la zone euro ne sera plus que de 2,8 % en 2022, et non de 3,9 % comme encore attendu en janvier. La croissance allemande, espérée désormais à 2,1 %, paye le prix fort tandis que le PIB français devrait progresser de 2,9 %.

Si la croissance s'étiole, la hausse des prix va quasiment doubler pour s'établir à 5,7 % en moyenne dans les pays riches, après 3,1 % l'an dernier.

Nous prévoyons maintenant que l'inflation restera élevée pendant bien plus longtemps. Aux Etats-Unis et dans certains pays européens, elle a atteint son plus haut niveau depuis plus de 40 ans.

Encore faut-il savoir que le FMI se base sur un prix moyen du baril de pétrole à près de 107 dollars sur l'année contre 69 dollars en 2021, les cours étant particulièrement volatiles. « Nous prévoyons maintenant que l'inflation restera élevée pendant bien plus longtemps. Aux Etats-Unis et dans certains pays européens, elle a atteint son plus haut niveau depuis plus de 40 ans », observe Pierre-Olivier Gourinchas.

Résultat, les banques centrales sont confrontées à un arbitrage difficile entre la lutte contre une inflation record et la sauvegarde de la reprise qui s'est dessinée après la crise du Covid-19, avertit le Fonds dans un autre rapport consacré à la stabilité financière. En s'éloignant des objectifs des banques centrales, l'inflation va probablement inciter à un resserrement monétaire plus agressif. La Réserve fédérale américaine a déjà commencé. Mais la hausse des taux d'intérêt « pourrait conduire à une correction désordonnée » des marchés financiers, y compris au niveau de l'immobilier, craint le Fonds.

A cela s'ajoute le fait que l'augmentation des prix des denrées alimentaires et du carburant pourrait déclencher des troubles sociaux dans les pays les plus pauvres. Le FMI projette un taux d'inflation moyen de 8,7 % dans les pays en développement, après 5,9 % en 2021. Le problème est que cette flambée des prix des produits de base et la tension des taux d'intérêt mondiaux vont réduire encore plus la marge de manœuvre budgétaire des marchés émergents et des économies en développement importateurs de pétrole et de produits alimentaires.

Une restructuration complète de la dette souveraine sera nécessaire.

La pandémie ayant entraîné des niveaux record de dette publique dans le monde, la hausse des taux d'intérêt se traduira par des choix difficiles en matière d'assainissement budgétaire, « car les pressions sur les dépenses sociales et, dans certains cas, les dépenses de défense pourraient rester élevées », indique le FMI.

A ce stade, pour les pays les plus fragiles, « une restructuration complète de la dette souveraine sera nécessaire », prévient Pierre Olivier Gourinchas. Dans ce domaine, le cadre commun créé par le G20 pour résoudre d'éventuels surendettements des pays n'a guère donné de résultats tangibles jusqu'ici. « C'est une faille dans le système financier mondial », regrette l'économiste en chef. Or, quelque 60 % des pays en développement à faible revenu sont déjà surendettés ou à haut risque de surendettement, observe l'institution multilatérale.

**L’AGENDA DU 20 avril 2022**

**11h00 en zone euro**

Production industrielle en février

**16h00 aux Etats-Unis**

Ventes de logements anciens en mars

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers

**20h00 aux Etats-Unis**

Livre Beige de la Fed sur la santé de l'économie